

Ce document a pour vocation de rendre compte des activités tenues lors de la Simulation Onu du 11 et 12 avril 2014.

Pour ce faire, nous allons expliquer le déroulement des motions proposées par les différents Etats partie de l'Organisation des Nations Unies lors d'une assemblée générale en étudiant le cas d'une motion proposée par la République Arabe d'Egypte durant cette simulation.

Pour cette motion, la République Arabe d'Egypte a proposé une négociation modérée de 20 minutes sur « L'appui des Nations Unies à l'action régionale de désarmement chimique », acceptée par la Présidence et votée à 22 voix en faveur. La négociation modérée, caractérisée par des prises de parole consécutives animées par le Président de l'assemblée générale, vise à faire évoluer le dialogue en exposant officiellement des positionnements ou des propositions.

L'Egypte a donc alors exprimé sa volonté à l'association d'une clause sur la création d'une zone exempte d'armes chimiques au Moyen-Orient au document de travail en cours de réalisation par les pays, document à portée de devenir un avant-projet puis un projet.

L'Inde a demandé à ce qu'Israël donne son positionnement sur la question. Israël a alors expliqué qu'il soutenait la proposition, mais que cette idée ne pourrait être envisagée tant que la sécurité de son peuple était compromise. Israël a également indiqué qu'il se refusait à tout chantage à la ratification de la Convention sur l'Interdiction des Armes Chimiques. Ce traité international de 1993 stipule que les Etats signataires interdisent la mise au point, la fabrication, l'acquisition, le stockage, la conservation, le transfert, ou l'emploi des armes chimiques, or il n'a pas été signé par Israël.

Le Royaume d'Arabie Saoudite, puis l'Iran, ont pris la parole pour soutenir la proposition de l'Egypte. L'Iran a également effectué un appel pour que les Etats faisant partie de la zone exempte d'armes nucléaires existant en Amérique Latine fassent de même. Cette zone a été mise en place en 1967 par la signature du Traité de Tlatelolco.

Le Royaume-Uni a alors fait savoir qu'il considérait que la Conférence de Helsinki, prévue en 2015, offrirait un environnement plus serein pour le dialogue sur ce thème, idée réitérée par les Etat-Unis, qui proposent l'encouragement de négociations inter-étatiques comme substitut à la mise en place de la zone exempte d'armes chimiques dans cette région.

L'Inde a alors de nouveau pris la parole pour demander à Israël quelles étaient ses conditions pour en faire partie. Israël a répondu qu'il ne souhaitait pas bloquer la lutte contre les armes chimiques, mais qu'il attendait que l'ensemble des pays lui étaient hostiles se désarment, et qu'il faudrait trouver un consensus sur l'utilisation de ces armes par les acteurs non-étatiques, c'est-à-dire les groupes terroristes.

L'Argentine et Cuba ont exprimé leur soutien à la République d'Egypte. L'Arabie saoudite a, elle, exprimé ses doutes quand à la date de la tenue de la Conférence d'Helsinki, qui pourrait être reportée une nouvelle fois.

Le Mexique a alors exprimé une demande de clôture des débats, qui a été acceptée par la Présidence et votée à 24 voix en faveur.